



## Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle<sup>1</sup>

13-17 Juillet 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

### Foyers de tension

De **grands mouvements syndicaux** continuent de marquer les principales actualités économiques et sociales de la semaine. Les médias audiovisuels rapportent tous les jours l'évolution de chaque mouvement dans leur programme d'information. Les syndicats du personnel d'Air Madagascar, des Domaines, des Enseignants chercheurs, de la JIRAMA ont engagé des grèves et de contestations pour interpeller l'Etat. Les motifs évoqués sont dans la plupart des cas d'ordre administratif, social et économique. En général, ces mouvements de grève constituent les principaux foyers de tensions vu que de nombreux domaines d'activités sont touchés et la stabilité du pays est toujours menacée.

Parallèlement, les acteurs politiques et des organisations de la société civile ainsi que les gens des médias dénoncent **certaines irrégularités constatées sur les préparatifs des élections communales**. Et ce, malgré l'optimisme affiché par la commission électorale que tout est fin prêt avec la réception officielle des bulletins uniques et des matériels de vote. Avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, les médias diffusent régulièrement les différentes réactions des acteurs. Les uns demandent le report des élections tandis que les autres accusent la CENIT d'immobilisme et de partialité par rapport aux activités de précampagne initiées par deux partis politiques dans toute l'île. Certains médias ont même affiché leur doute sur la tenue ou non des communales à la date prévue. Mais ce doute a été effacé depuis le démarrage de la campagne entamé le jeudi 16 juillet dernier.

### POURSUITE DES MOUVEMENTS DE GREVES DES SYNDICATS

Le SECES (Syndicat des Enseignants Chercheurs et Chercheurs Enseignants de l'Enseignement supérieur) a procédé à une grève générale illimitée. Dénonçant l'immobilisme des dirigeants, le syndicat revendique la concrétisation des différentes mesures depuis 2009. Pour rappel, les

<sup>1</sup> Echantillon : TVM, KOLO TV, VIVA TV, MATV, TV PLUS, RNM, ANTSIVA, VIVA RADIO, RADIO PLUS.



enseignants chercheurs revendiquent la hausse de leurs allocations. Si le mouvement continue, il risque d'avoir des impacts sur les préparatifs et sur la tenue des épreuves du baccalauréat. Le calendrier universitaire sera de nouveau perturbé. Des négociations avec les responsables concernés sont en cours mais aucun terrain d'entente n'a été encore trouvé. L'intersyndical de la JIRAMA, de son côté, accuse l'Etat de ne rien faire pour sauver la société tout en réclamant l'audit des différentes locations de groupe. La grève des employés des services fonciers connaît un nouveau rebondissement. La tension est montée d'un cran à la suite des rumeurs de suspension des salaires d'une vingtaine de grévistes et à la suite de la descente sur place de l'EMMOREG pour "contraindre les employés à reprendre leur travail" ou, selon les explications, pour interdire la tenue des réunions syndicales dans le lieu de travail. Les syndicalistes ont commencé par réclamer la reprise de la délivrance de titres fonciers pour les terrains domaniaux appartenant à l'Etat. N'ayant eu aucune réponse satisfaisante, ils ont revendiqué la création d'un ministère responsable de la propriété foncière indépendante.

*Antananarivo reste la zone sensible pour les foyers de tension. Les grèves des syndicaux sont toutes localisées dans cette ville mais elles s'étendent dans tout Madagascar selon les dires des leaders syndicaux. Les médias privés de la capitale ont rapporté dans leur édition l'évolution de la situation contrairement aux médias publics. De son côté, **KOLO TV** a invité sur son plateau le leader syndical du personnel de service des domaines pour expliquer les motifs de la poursuite de la grève. La station a effectué une approche approfondie de la situation dans ses reportages en apportant des éléments d'informations sur les tenants et les aboutissants des différents mouvements en général, et celui du service des domaines en particulier. Parole est donnée aux principaux protagonistes pourtant l'avis des ministères et des responsables destinataires des revendications est occulté. **VIVA TV**, pour sa part, tire la sonnette d'alarme en disant que "les différents mouvements syndicaux qui naissent ici et là devraient mettre la puce à l'oreille des dirigeants que "quelque chose" se trame. Les dirigeants doivent dès à présent se demander quoi faire", conclut le journaliste.*

## **ANOMALIES ET IRREGULARITES SUR LE SCRUTIN**

L'assurance de la CENIT quant au bon déroulement des organisations est remise en cause : disponibilité des cartes d'électeurs et de la liste électorale dans plusieurs fokontany, nombre des conseillers municipaux par commune, règles du jeu sur la période de précampagne, absence d'éducation électorale sur l'utilisation du bulletin unique, partialité sur le traitement des partis politiques et des candidats, etc. Pour répondre aux critiques sur la liste électorale, la Commission





a accepté de mettre à la disposition des électeurs une troisième liste consultable auprès du Fokontany. Par contre, les électeurs ne peuvent faire des réclamations si leur nom n'y figure pas. En dépit des anomalies constatées, la campagne électorale a pu débuter dans le calme. Depuis la publication du rapport alarmant fait par le Sefafi, les médias ont couvert de jour en jour les constats avancés par différents acteurs concernant le scrutin.

*La station ANTSIVA s'est beaucoup focalisée sur la **mauvaise organisation des élections** dans ses émissions. Nombre d'acteurs ont pu s'exprimer devant le micro des journalistes : des représentants de fokontany se sont plaints du retard de la mise en place des panneaux d'affichage et du fait que les listes électorales ne peuvent pas être consultées auprès des bureaux des fokontany. Le GEN (Groupement des Experts nationaux) a dénoncé la partialité de la CENIT par rapport aux partis politiques qui ont fait des précampagnes, notamment l'utilisation de son pouvoir à l'avantage de son parti politique. A ce propos, des chefs districts ont également signalé qu'on les a contraints à présenter et à supporter les candidats du parti au pouvoir. "Les élections sont mal organisées, il y a beaucoup de risques pour qu'une nouvelle crise se déclenche", renchérit Lilie Razafimbelo du CCOC (Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes). De leur côté, plusieurs auditeurs de l'émission "Sehatra ho an'ny mpihaino" militent pour le report des communales et craignent qu'un tel "forcing" replonge le pays dans la crise.*

*KOLO TV dans son journal télévisé se montre alarmant en indiquant, avec image en gros plan, que "plusieurs munitions utilisées habituellement par les forces de l'ordre ont été saisies la semaine (dernière) par la Brigade Criminelle. **Ces saisies ont un lien avec la campagne électorale qui se déroule en ce moment, car des individus malintentionnés auraient l'intention de semer des troubles durant cette période**, selon la police. D'autres munitions courent toujours dans la nature. Aussi, la police va renforcer la patrouille durant la nuit dans toutes les grandes villes. La police avertit également les fauteurs de troubles contre tout acte de provocation durant cette campagne électorale." Toujours au sujet de la sécurisation du processus électoral, MATV a voulu rassurer les téléspectateurs quant au déroulement des élections dans l'ordre et dans le calme en retransmettant les interventions du Gal Florens Rakotomahanina, commandant de la CIRGN (Circonscription interrégionale de la Gendarmerie d'Antananarivo) et de Joachim Rajaobelina, directeur général de la police nationale.*

*La TV PLUS a aussi critiqué le manque de rigueur de la CENIT ainsi que les lacunes dans l'organisation des élections. Les premières violations des textes ont été rapportées par le KMFCNOE dans son journal télévisé. En effet, des candidats ont collé leurs affiches sur des murs*





et des poteaux. La chaîne a aussi interviewé des gens afin de démontrer que les électeurs ne sont pas informés des détails des communales.

## Propos illégitimes

La série d'inaugurations faites par le Président de la République à travers toute l'île ainsi que les nombreuses descentes sur terrain du parti HVM pour présenter ses candidats font l'objet de nombreux commentaires et de propos illégitimes dans les stations audiovisuelles. Le parti au pouvoir est accusé de tous les maux, il est surtout critiqué pour avoir pris de l'avance dans la campagne électorale. Les différentes mesures prises récemment par le gouvernement dans le cadre des élections ont en outre provoqué l'indignation aussi bien des journalistes que des auditeurs : interdiction puis autorisation de l'utilisation des sonorisations mobiles, participation effective des ministres à la campagne électorale. La candidate aux élections communales, Lalao Ravalomanana, est aussi la cible des critiques des chroniqueurs. Elle apparaît, aux yeux de certains médias, comme un pantin manipulé par son mari. Il en est de même pour le parti TIM qui est accusé d'avoir profité de la tenue des congrès régionaux pour « faire de la propagande » auprès des électeurs.

## CRITIQUES A L'ENCONTRE DU PARTI HVM ET DU PARTI TIM

Le parti HVM et TIM sont souvent la cible principale des propos irrévérencieux tenus d'une part par les journalistes lors de leur émission de chronique politique et d'autre part par les auditeurs lors des émissions interactives. Les mots utilisés pour critiquer ces partis et leurs activités politiques manquent de respect et nécessitent un rappel à l'ordre de la part des médias, or on a remarqué que ce sont les journalistes eux-mêmes qui sont souvent l'auteur des propos. L'intervention analysée entre dans la période de précampagne électorale. Les deux partis ont sillonné différentes parties de l'île soit pour présenter leurs candidats et accomplir des actions sociales soit pour effectuer des congrès régionaux. Les stations radio ANTSIVA et FREE FM n'ont pas mâché leurs mots en traitant ces activités d'acte de campagne électorale vu la lacune dans la disposition légale qui régit la précampagne.

*" Il n'y a plus rien à cacher, le parti HVM commet ouvertement une infraction, dans le cadre de la préparation aux élections, en achetant le vote des citoyens par l'argent et les cadeaux. " (Tsy takona hafenina intsony ny fandikana lalàna ataon'ny HVM amin'izao fanomanana ny fifidianana izao (...) vidiana vola sy fanomezana ny safidim-bahoaka) **(ANTSIVA, SEHATRA HO AN'NY MPIHAINO du 13 juillet 2015, source journaliste)***





*"Le parti HVM est comme la chambre air Michelin. Dès qu'on enfonce une aiguille dessus, ça dégonfle."* **(FREE FM, ANAO NY FITENENANA du 15 juillet 2015, source chroniqueur)**

*"Vous êtes des vautours et des rapaces. Vous dites que vous êtes les tenants du pouvoir et cela vous permet de faire ce que vous voulez!"* **(FREE FM, ANAO NY FITENENANA du 15 juillet 2015, source chroniqueur)**

*"Le chef de district coache le comité de soutien du parti HVM dans les 14 communes de Miarinarivo"* **(KOLO TV, JT du 16 juillet 2015, source politicien)**

La candidature de Lalao Ravalomanana aux communales fait aussi l'objet de beaucoup de commentaires et de critiques. FREE FM a analysé de manière partielle la raison de sa candidature en avançant que c'est une manière pour son époux de reconquérir les électeurs, mais aussi de préparer son retour au pouvoir. Or le ton utilisé va au-delà de l'analyse en sortant les mots véhiculant des stéréotypes sexistes et des images négatives.

*"Lalao Ravalomanana est la marionnette de son époux. C'est Marc Ravalomanana qui gouvernera la ville d'Antananarivo si elle est élue. Et elle aussi (Lalao Ravalomanana) accepte d'être son pantin."*

*"Lalao Ravalomanana est une femme-objet. Elle est manipulée par son mari !"* **(FREE FM ANAO NY FITENENANA DU 14 JUILLET 2015, source chroniqueur)**

*« La population de la capitale ne mérite pas vos gesticulations et vos "je suis"! Depuis toujours, vous nous cassez avec cela! (propos lancés à la famille Ravalomanana) »* **(FREE FM ANAO NY FITENENANA DU 14 JUILLET 2015, source chroniqueur)**

*« Ravalomanana est un putschiste et il a amassé des richesses sur le dos du peuple. »* **(ANTSIVA, SEHATRA HO AN NY MPIHAINO, du 16 juillet 2015, source auditeur)**

*"Disqualifiez qui vous voulez, mais attendez-vous à un retour de manivelle."* **(FREE FM ANAO NY FITENENANA DU 14 JUILLET 2015, source chroniqueur)**

*"Les membres de la CENI-T sont les esclaves du pouvoir"* **(FREE FM, ANAO NY FITENENANA, source chroniqueur)**





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## PROPOS TENUS CONTRE LA FRANCE

La fête nationale française célébrée le 14 juillet dernier a été une occasion pour des auditeurs de relancer des propos belliqueux contre le pays. Ils ont ainsi véhiculé des messages accusant la France d'être d'"éternels" colons nuisant au développement de Madagascar. Il y a une similitude évidente entre les propos rapportés au sein des stations VIVA TV et ANTSIVA. L'attitude des journalistes reste spectateur.

« *Les Français colonisent encore Madagascar. Ils ne cessent de commander les dirigeants du pays.* » **(VIVA TV, JT du 14 juillet 2015)**

« *Toutes les irrégularités et les abus faits par le pouvoir et les dirigeants viennent des directives des Français. Ils les commandent tous.* » **(VIVA TV, JT du 14 juillet 2015)**

"*Même maintenant, nous sommes colonisés par les Français. C'est eux qui dictent ce que nous devons faire.*" **(VIVA TV, JT du 14 juillet 2015)**

« *C'est la France qui est à l'origine de toutes ces instabilités, elle nous colonise depuis des années.* » **(ANTSIVA, SEHATRA HO AN NY MPIHAINO, du 16 juillet 2015)**

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Honorine RAMISARIVelo: [misa.ramisarivelo@eces.eu](mailto:misa.ramisarivelo@eces.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

